

Pourquoi un Mouvement pour le socialisme (MPS) ?

Le bien commun plutôt que les profits privés!

(Votation du personnel à la Boillat)



Pourquoi un Mouvement pour le socialisme (MPS) ?



Les 20 dernières années ont été marquées en Suisse par un recul continu des conditions de vie et de travail pour la grande majorité de la population. La pauvreté et la précarité prennent des proportions toujours plus grandes. Les salarié-es voient leurs droits bafoués par un patronat arrogant et avide de profits.

Cette crise sociale prend place dans une tendance plus large: le creusement sans précédent des inégalités sociales à l'échelle mondiale. Alors que les profits amassés par une poignée de propriétaires de capitaux atteignent des niveaux colossaux, alors que les développements technologiques sont fulgurants, une part toujours plus grande de la population mondiale voit ses besoins élémentaires non-remplis, niés par les lois du marché.

Ce creusement des inégalités est le fruit de l'évolution actuelle du capitalisme: la mondialisation du capital offre la possibilité pour les propriétaires de capitaux de

mettre en concurrence les salarié-es à l'échelle mondiale. Se livrant entre eux une compétition acharnée pour gagner des parts de marchés, ces capitalistes mettent une pression terrible sur les salaires et les conditions de travail. Les êtres humains moins productifs sont mis de côté dans cette course au profit. La guerre impérialiste menée contre des pays (comme l'Irak) pour contrôler leurs ressources naturelles et leurs marchés est l'aspect le plus brutal de cette guerre économique.

La mondialisation pousse à l'extrême les contradictions du système capitaliste, aboutissant à une catastrophe sociale - et, demain, écologique. Face à celle-ci, les organisations censées défendre les salarié-es et les opprimé-es sont bien silencieuses: la dite "gauche" traditionnelle (Parti Socialiste, Vert-es et leurs satellites) préfère désormais gérer le système capitaliste et ses inégalités que le transformer. Cette "gauche" est même devenue, là où ses représentants

sont arrivés au pouvoir, de fidèles exécutants des politiques anti-sociales exigées par les patrons. Il suffit de jeter un œil à notre Conseil fédéral, où les socialistes Micheline Calmy-Rey et Moritz Leuenberger siègent en bonne camaraderie avec le patron UDC milliardaire Christoph Blocher. Les directions syndicales, de même, sont toujours plus éloignées des besoins et des préoccupations des salarié-es: au lieu d'organiser la résistance des travailleurs-euses face aux attaques patronales, elles s'en accommodent et poussent les travailleurs-euses à la passivité et à la résignation (comme à la Boillat).

Pour se battre contre la mondialisation capitaliste et ses conséquences sociales désastreuses, la construction d'une

nouvelle gauche est nécessaire. Une nouvelle gauche qui refuse un "partenariat social" ne profitant qu'aux patrons. Une gauche qui se bat sur le terrain des luttes sociales. Une gauche qui ose remettre en question la cause première des inégalités sociales existantes: le fonctionnement du système capitaliste basé sur le profit et l'exploitation. Une gauche qui relance le débat indispensable sur les systèmes socio-économiques alternatifs au capitalisme, sur ce que pourrait être un "socialisme du XXIème siècle."

Reconstruire une nouvelle gauche, anticapitaliste, en lien avec les luttes des travailleuses et travailleurs. C'est le projet pour lequel se battent les militant-es du MPS-Fribourg.

La mondialisation capitaliste est une catastrophe sociale: un autre monde est nécessaire !

En ce début de XXIème siècle, la mondialisation capitaliste soumet, dans le monde entier, une partie toujours plus grande des activités humaines aux critères du "marché": les services publics sont libéralisés puis privatisés; les organismes vivants sont brevetés; les ressources naturelles sont privatisées; la culture et la création intellectuelles sont transformées en marchandises; des droits de polluer sont échangés en bourse... Des biens de plus en plus nombreux passent du domaine public au domaine privé. Tout est transformé en marchandise, source de profit privé.

En même temps, la richesse mondiale a augmenté massivement - elle a été multipliée par huit depuis 1960; les moyens technologiques et les communications ont connu un développement fulgurant. Pour les partisans de la mondialisation - qu'on entend à longueur d'année dans les parlements, dans les médias et au gouvernement - cette évolution vers plus de "croissance" et plus de "marché"

est la voie vers le bien-être de la population mondiale.

Pourtant... le monde de ce début de siècle n'a rien d'un tranquille "village global". Il ressemble plus à un système d'apartheid généralisé: pendant que la fortune cumulée des 793 milliardaires que comptait notre planète en 2005 s'élevait à 2600 milliards de dollars (en hausse de 18% par rapport à l'année précédente), la moitié des 6 milliards d'habitants de la planète vit avec moins de deux dollars par jour; 1,2 milliard d'entre eux avec moins d'un dollar par jour; une personne sur cinq dans le monde n'a pas accès à l'eau potable; une sur trois n'a pas accès à l'électricité; une sur six est analphabète...

Le Programme des Nations-Unies pour le développement estime qu'une dépense de 80 milliards de dollars par an pendant dix ans suffirait pour garantir à tout être humain la satisfaction de ses besoins élémentaires (éducation de base, soins de santé de base, nourriture correcte, accès à

l'eau potable et à des infrastructures sanitaires et, pour les femmes, accès aux soins de gynécologie et d'obstétrique). 80 milliards de dollars, c'est un quart de ce que les pays du Sud paient chaque année pour rembourser la dette, ou un quart du budget militaire des Etats-Unis ; c'est 9 % des dépenses militaires totales, 8 % des dépenses publicitaires mondiales. Ce n'est que la moitié de la fortune des quatre personnes les plus riches de la planète (Bill Gates, Larry Ellison, Paul

Allen et Warren Buffett) que le magazine Forbes évaluait en 2001 à 160 milliards de dollars.

Ces chiffres résument la contradiction à la racine de la mondialisation capitaliste: alors que les possibilités de répondre aux besoins de toutes et tous les habitants de la planète n'ont jamais été aussi élevées, les inégalités sont plus grandes que jamais et les besoins élémentaires d'une part toujours plus grande de la population mondiale sont ignorés.

Pour le MPS, la marchandisation du monde et sa conséquence, le creusement des inégalités entre les êtres humains à un niveau jamais vu dans l'histoire, ne sont pas acceptables. La lutte pour un autre monde, permettant à chaque être humain de mener une vie digne et épanouie, est à la base de son activité.

Le fossé entre le Nord et le Sud s'aggrave

La mondialisation capitaliste creuse les écarts de revenus: au début des années 60, le rapport était de 1 à 30 entre les 20% les plus pauvres et les 20% les plus riches. C'était beaucoup. Mais l'écart a encore augmenté, et est passé de 1 à 80. Les inégalités augmentent d'abord entre les pays les plus et les moins développés, entre les pays situés au Nord et au Sud de la planète: la fortune des trois personnes les plus riches au monde dépasse le Produit intérieur brut de 48 nations du Sud; 80% des pauvres de la planète se trouvent dans 12 pays du Sud.

Les politiques néolibérales menées depuis les années 80 ont forcé les pays du Sud (sous la pression des institutions internationales: FMI, Banque Mondiale, OMC) à ouvrir leurs marchés aux capitaux étrangers. Cette ouverture forcée est devenue un canal de pillage de leurs richesses: la plus grande partie des capitaux investis a été consacrée au rachat d'entreprises - notamment des ser-

vices publics - plutôt qu'à la construction de nouvelles capacités de production (durant les années 90 entre la moitié et les deux-tiers des investissements directs à l'étranger ont consisté en fusions-acquisitions entre groupes multinationaux et entreprises nationales). Les firmes transnationales du Nord ont fait main basse sur les économies des pays du Sud... et rapatrient aujourd'hui les profits de leurs nouvelles filiales vers leurs actionnaires: on calcule que pour 1 euro investi dans les pays du Sud, 30 centimes sont rapatriés sous forme de profits.

Ce pillage est renforcé par le paiement d'une dette qui devient sans fin en raison des taux d'intérêt extrêmement élevés que les "prêteurs" du Nord pratiquent. Entre 1980 et 2002, les pays du Sud ont remboursé à leurs créanciers (privés ou publics) plus de 4600 milliards de dollars, huit fois ce qu'ils avaient emprunté!

En même temps, des pays et des régions entières de la pla-

nète sont relégués aux marges du système: les investissements se concentrent sur les pays riches, délaissant les autres. 75% des investissements sont concentrés dans les 30 pays au monde les plus industrialisés.

La mondialisation capitaliste a donné un coup de fouet à la politique de domination et de pillage des richesses; en d'autres mots: à la politique impérialiste menée par les pays situés au centre du système économique mondial (avec à leur tête les Etats-Unis et l'Europe). Cette politique impérialiste a pour conséquence le sous-développement toujours plus grand de régions entières du monde.

Amérique latine

Un continent en révolte contre l'impérialisme

Deux décennies d'application forcée de politiques néolibérales et de pillage soutenu des richesses du continent ont abouti à une situation sociale désastreuse en Amérique latine: plus de la moitié des 400 millions de Latino-Américains ne parviennent pas à satisfaire leurs besoins les plus élémentaires; 102 millions sont indigents, et n'ont même pas de quoi nourrir leurs enfants. Durant les vingt dernières années, presque 91 millions de personnes sont devenues pauvres en Amérique Latine.

La vigueur des révoltes sociales en Amérique latine se mesure à la profondeur de cette paupérisation. Les luttes sociales se sont multipliées dans tout le continent: contre les privatisations des ressources naturelles, contre la concentration des terres, contre les politiques anti-sociales menées par les différents gouvernements... Ces révoltes à répétition menées par des mouvements sociaux organisés dessinent la possibilité de changements

sociaux profonds. En Bolivie, elles ont débouché sur l'accession au pouvoir du président indien (une première historique) Evo Morales, qui a entamé des réformes répondant aux besoins et à la pression du peuple bolivien; au Vénézuéla, elles ont permis au président Hugo Chavez de poursuivre son processus de réformes radicales (nationalisation du pétrole, réforme agraire, développement d'un système d'éducation et de santé populaires, nationalisation d'entreprises, parfois avec auto-gestion partielle

par les ouvriers) contre les tentatives de coup d'Etat menées par les bourgeoisies locales et la CIA. La capacité du mouvement social latino-américain à mener une lutte au niveau continental, à dessiner des alternatives à la domination impérialiste est un des enjeux fondamentaux de notre époque. Cette alternative peut être le "Socialisme du XXIème siècle" proposé par Hugo Chavez au dernier Forum Social Mondial à Caracas.

Pour le MPS, la lutte contre la mondialisation capitaliste est une lutte contre l'impérialisme et le creusement des inégalités entre pays dominants et pays dominés. La lutte pour un autre monde sera internationaliste ou ne sera pas. C'est une nouvelle Internationale des opprimés et des exploités qui doit être construite

Les inégalités se creusent entre régions et pays. Elles se creusent aussi à l'intérieur de chaque région et de chaque pays. Aux Etats-Unis, en 1979, une famille faisant partie du 1 % le plus riche gagnait dix fois le revenu d'une famille moyenne ; en 1997, c'était 23 fois plus ! En Suisse aussi, les 10 dernières années ont vu l'écart se creuser entre riches et pauvres: entre 1990 et 1998, les 25% des ménages les moins aisés ont vu leur revenu reculer de 10%, alors que seul le 10% des ménages les plus riches voyait son revenu augmenter.

C'est la conséquence d'une autre facette de la mondialisation capitaliste: la guerre menée depuis 20 ans par le patronat contre les droits des salarié-es. Les entreprises multinationales profitent du pouvoir que leur donne la mise en concurrence des travailleuses-travailleurs à l'échelle internationale. Cela met une terrible pression à la baisse sur les conditions de vie et de travail, et permet aux propriétaires d'entre-

prises (les actionnaires) d'augmenter leurs profits. Les menaces de délocalisation et de retrait des investissements sont un terrible levier pour imposer une exploitation toujours plus brutale de la force de travail. Le chômage de masse renforce ce pouvoir.

Dans les pays impérialistes, cette pression a entraîné un immense recul des conditions de travail, de salaire et de vie pour la grande majorité des travailleurs-euses: les rythmes de travail ont été intensifiés; le temps de travail a été flexibilisé (horaires variables, travail du samedi et du dimanche) et est aujourd'hui rallongé; la précarité de l'emploi a fait un énorme bond en avant; les protections des salarié-es ont été limées; les rémunérations ont baissé; les systèmes d'assurances sociales sont démontés.

Dans les pays du Sud, la limite inférieure des conditions de travail a encore été tirée vers le bas. La sur-exploitation, le travail forcé et le travail des enfants s'étendent. Chez les fournisseurs chinois du géant américain de la dis-

tribution Wal-Mart, les semaines de travail ont sept jours, les journées de travail entre 18 et 20 heures...

Les politiques néolibérales visent à détruire tous les obstacles mis à l'exploitation des salarié-es. Elles sont appliquées par des gouvernements - qu'ils soient de droite ou qu'ils se proclament de

"gauche" - aux ordres du grand patronat. Ce dispositif anti-salarié-es est renforcé par les limitations toujours plus fortes mises aux droits démocratiques, avec le développement de l'Etat pénal et les restrictions de plus en plus fortes imposées aux différents droits collectifs: droit de grève, liberté syndicale, droit de manifester, etc.

Pour le MPS: la dégradation des conditions de travail et de salaire est un élément central de la mondialisation capitaliste. La résistance à celle-ci passe par les luttes de travailleuses-euses contre le démantèlement social. L'auto-organisation des travailleurs-euses, la mobilisation et la grève sont les instruments de lutte des salarié-es. A l'ère de la mondialisation, la capacité des luttes des salarié-es de s'organiser au niveau mondial sera décisive.

En Suisse aussi, l'exploitation des salarié-es prend l'ascenseur

En Suisse, alors que les grandes entreprises amassent des bénéfices records (entre 2002 et 2005, les profits des 26 entreprises cotées à la bourse suisse augmentaient de 328%), la dernière décennie a été caractérisée par : une augmentation massive du chômage; un blocage des salaires (les salaires réels n'ont augmenté entre 1993 et 2005 que de 0,3% par année en moyenne); la multiplication des emplois précaires (453 000 en 2002); l'explosion des travailleurs pauvres (231 000 en 2003).

Les conditions de travail et de vie de la majorité des travailleurs-euses ont été attaquées. Le patronat utilise le haut niveau du chômage réel (volontairement masqué par les chiffres officiels du chômage) et les nouvelles possibilités de mettre en concurrence les salarié-es à l'échelle de l'Union européenne élargie à 25 pays pour exercer une terrible pression à la baisse sur les conditions de travail et de salaire.

Une évolution tout au bénéfice des actionnaires: en 2005, le tiers des bénéfices des dix entreprises suisses les plus profitables leur a été reversé sous forme de dividendes.

L'époque de la guerre totale

Les conflits armés se multiplient. Entre 1990 et 2002, on compte 58 conflits armés majeurs sur 48 territoires distincts. Le chef de file des pays riches, les Etats-Unis, joue un rôle central dans cette multiplication: c'est lui qui a déclenché la guerre des Balkans, qui finance la guerre en Colombie sous couvert de narco-trafic, qui a mené la guerre en Afghanistan et en Irak (demain en Iran?), qui menace d'intervenir militairement en Amérique du Sud, qui soutient l'agression du Liban par l'armée israélienne. Une constatation s'impose: quand ils n'arrivent plus à assurer leur domination sur des régions ou pays stratégiques, les Etats-Unis et leurs alliés européens n'hésitent pas à recourir à leur bras armé.

révé pour justifier sa politique guerrière: tout devient permis pour les plus forts au nom de la "lutte contre le terrorisme". La doctrine de la "guerre contre le terrorisme" sert à justifier les agressions militaires, mais aussi les arrestations illégales, les disparitions, les transferts secrets de prisonniers vers des prisons clandestines, l'usage de torture dans des prisons échappant à toutes les normes internationales, comme Guantanamo.

Pétrole (Irak et Afghanistan), bois (Libéria), mines (Congo)... derrière chaque guerre (entre nation ou au sein d'un même pays) se cache une bataille pour l'appropriation des richesses naturelles ou des marchés au profit des pays impérialistes. Le troisième canal du pillage des ressources du Sud vers le Nord est la guerre. Une guerre qui s'oriente de plus en plus vers le massacre de civils. 90% des victimes de guerre sont aujourd'hui civiles: les armes de destruction massive - bien réelles, celles-là - utilisées par les grandes puis-

La multiplication et la banalisation des conflits armés nous font entrer dans l'ère de la "guerre globale", illimitée dans le temps et dans l'espace, comme l'a déclaré G.W. Bush. Les attentats terroristes du 11 septembre ont fourni aux Etats-Unis le prétexte

sances touchent avant tout les civils. La guerre est pour les pays dominants un instrument essentiel de leur politique internationale.

Les changements climatiques qui commencent à bouleverser l'équilibre écologique de la planète risquent de donner un nouveau coup de fouet à la "guerre totale": selon John Reid, le Secrétaire à la défense britannique, le changement climatique «rendra encore plus rares des ressources, l'eau propre, la terre agricole viable, qui sont déjà rares» et va «accroître plutôt que décroître la probabilité de conflits violents.»

La "Guerre pour la démocratie" en Irak, exemple du nouvel impérialisme militaire

En février 2003, malgré l'opposition de millions de manifestant-es dans le monde entier, le président Georges Bush Junior et son administration décidaient d'entamer la guerre contre l'Irak. Le prétexte était d'abord de "désarmer" un régime disposant d'"armes de destruction massives" menaçant la sécurité mondiale; puis, en l'absence d'"armes de destruction" irakiennes, le but de l'occupation devient d'"amener la démocratie" en Irak et de combattre ainsi le "terrorisme". Des expatriés irakiens ont expliqué la réalité de cette "croisade pour la démocratie": "Cette occupation a tué et a mutilé des centaines de milliers de personnes, a déplacé des millions d'habitants, détruit la vie de toute une population et dégradé son environnement. Elle a anéanti les infrastructures physiques de notre pays, ses institutions civiles et son système sanitaire. Elle a agressé notre culture et profané les sanctuaires sacrés. Elle a brutalisé les habitants avec une cruauté per-

verse et des desseins racistes. Elle a établi en maîtres des mercenaires et des escadrons de la mort et encouragé la corruption et la sédition qui nous menacent en tant que peuple."

La guerre impérialiste contre l'Irak révèle les traits forts du nouvel impérialisme militaire:

- 1. La guerre est redevenue pour les pays impérialistes (Etats-Unis en tête) un élément de base de leur politique internationale. La domination militaire américaine mondiale est une condition nécessaire de leur domination économique.*
- 2. Une des causes principales des guerres est la domination sur les ressources naturelles mondiales (ici le pétrole, l'Irak possédant les troisièmes réserves de pétrole prouvées à l'échelle mondiale).*
- 3. Le complexe militaro-industriel américain, regroupant les entreprises liées à l'industrie de l'armement (Lockheed Martin, General Dynamics, Boeing, Raytheon, Bechtel...), très présentes dans l'administration américaine, ainsi que les entreprises intéressées aux contrats de "reconstruction"*

en Irak (Bechtel, Halliburton, Kellogg Brown & Root), qui tirent d'immenses profits des opérations militaires, jouent un rôle de pression important dans le déclenchement des guerres.

Après l'Irak, le Liban...

L'agression barbare israélienne contre le Liban est la dernière action en date de la politique impérialiste au Moyen-Orient.

Elle sert les intérêts américains visant à bâtir un « grand Moyen-Orient » sous sa direction. Cela implique un remodellement de toute la région concernée, la réorientation de la politique - voire de la composition - des régimes en place, le contrôle des ressources naturelles des pays concernés. En attaquant le Liban, le gouvernement israélien d'Ehud Olmert a agi en bras armé d'une volonté d'acculer toujours plus le mouvement national palestinien et de le diviser, de détruire la résistance populaire libanaise que structure le Hezbollah, de créer ainsi les conditions d'un nouvel ordre politique au Liban et de modifier ainsi la donne régionale au détriment de l'Iran et la Syrie. Comme toujours, c'est la popula-

tion civile qui fait les frais de cette stratégie impériale qui se dit "civilisatrice": plus de mille civils tués, un Libanais sur quatre forcé à l'exode, les infrastructures sanitaires et économiques détruits par les bombardements massifs...

Pour le MPS: la lutte contre le nouvel impérialisme guerrier est un élément central de la lutte contre la mondialisation capitaliste. Un front le plus large possible doit être construit, à l'échelle mondiale, pour exiger le retrait immédiat des troupes d'occupation de l'Irak; la fin de l'agression israélienne contre le peuple libanais et palestinien; le droit à l'auto-détermination pour ces peuples.

La mondialisation capitaliste : un impérialisme destructeur

Les milieux dominants, largement repris par les médias, ont une réponse aux désastres écologiques et sociaux qui frappent l'immense majorité de la population mondiale: "Il faut plus de mondialisation. Cela permettra plus de croissance économique, donc plus de bien-être pour toutes et tous." Cette équation cache la réalité: la "mondialisation" n'a pas pour horizon la satisfaction des besoins humains. Mais celui de la rentabilité des capitaux. La "mondialisation" est une série de politiques (dites "néolibérales") qui, appliquées à l'échelle mondiale, ont fortement renforcé le pouvoir des propriétaires de capitaux face à l'immense majorité de la population mondiale qui doit vendre sa force de travail pour subsister:

Les politiques de déréglementation financière entamées dès les années 80 ont fait sauter toutes les limites mises aux possibilités pour les propriétaires de capitaux d'investir ou de retirer leurs capitaux à l'échelle mondiale. Elles leur

ont donné un pouvoir immense: celui de mettre en concurrence, à l'échelle mondiale, les pays, les entreprises et les salariés-es.

Cela a permis la montée en puissance de Firmes transnationales (aujourd'hui les 200 plus grandes multinationales contrôlent les deux-tiers du commerce mondial), qui organisent leur production à l'échelle mondiale.

Conséquence: la "mondialisation" a offert aux capitalistes une immense "armée de réserve" de travailleurs (plus de trois milliards de travailleurs à l'échelle mondiale) qu'ils peuvent mettre en concurrence pour baisser les salaires et augmenter les profits, qu'ils encaissent ensuite en exigeant des entreprises dont ils détiennent des actions de généreux dividendes.

Cette mondialisation capitaliste a été résumée par l'ex-directeur de l'entreprise transnationale ABB, Percy Barnevik : "C'est la liberté pour chaque société de mon groupe d'investir où et quand

elle veut, de produire ce qu'elle veut, d'acheter et de vendre ce qu'elle veut, tout en supportant le moins de contraintes possibles en raison de la législation sociale."

Les traits fondamentaux du capitalisme mondialisé sont: le pouvoir des financiers; la concentration de la production dans les mains d'une minorité d'entreprises transnationales; la mise en concurrence des salarié-es à l'échelle mondiale et le démantèlement de leurs conditions de travail et de salaire qui s'ensuit; le partage et la lutte des transnationales pour le contrôle des marchés et des ressources naturelles dans le monde entier; la domination - souvent violente - de régions entières du globe dans ce but.

Derrière la mondialisation: la logique nue du capitalisme

La mondialisation capitaliste est impérialiste et destructrice. En effectuant un énorme bond en arrière, elle efface des conquêtes ouvrières fondamentales: assurances sociales, redistribution des gains de productivité sous forme d'augmentations de salaires, développement de services publics, etc. La libéralisation de la finance, permettant une mise en concurrence à l'échelle mondiale des salarié-es, permet ainsi un fonctionnement presque "pur" du système capitaliste, sans ces réformes qui mettaient des limites à sa logique d'accumulation de profits. La mondialisation capitaliste pousse à l'extrême la contradiction de base du système économique capitaliste: les possibilités ouvertes par les développements de la technologie et de la production sont énormes; mais ce potentiel est approprié par des mains toujours plus restreintes (celles des propriétaires de capitaux) qui les orientent en fonction d'un seul critère: la maximisation de leurs profits. Cette logique entraîne

une régression écologique et sociale sans précédent.

C'est cette logique au cœur du capitalisme, la production pour le profit privé maximal, qui fonctionne aujourd'hui de manière "pure", plus destructrice que jamais. Elle doit être combattue à la racine.

Pour le MPS: se battre contre la régression sociale, c'est se battre contre la logique-même du système capitaliste: la loi du profit et de l'exploitation qui le gouverne engendre l'oppression de l'homme par l'homme. La propriété privée des grands moyens de production doit être remise en question. Un autre monde n'est vraiment possible que si on change à la racine le système socio-économique capitaliste

L'oppression des femmes existait déjà bien avant la naissance du capitalisme, sous des formes violentes, dans des sociétés sans classes, ni Etat. Avec l'avènement du capitalisme, ce sont deux systèmes d'oppression qui s'imbriquent et se renforcent et contre lesquels il faut lutter collectivement: le patriarcat et le capitalisme.

La mondialisation capitaliste accentue les inégalités entre les sexes: les femmes sont plus touchées par la précarité et le chômage, constituent la moitié de la population mondiale mais représentent seulement un tiers de la main d'œuvre salariée, ne disposent que du dixième de la richesse mondiale et de seulement un centième de la propriété. Le 70 pour-cent des personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté sont des femmes. Ces dernières souffrent du pillage économique et de la détérioration écologique des pays du Sud orchestrée par les multinationales capitalistes et subissent des violences géné-

rées par les nombreuses guerres impérialistes.

En Suisse, comme dans le reste du monde, les salaires des femmes sont encore inférieurs à ceux des hommes (environ 20% en moins à travail égal). Souvent peu nombreuses dans des postes à responsabilités, elles sont contraintes d'exercer des métiers avec des contrats précaires (temps partiels, travail sur appel, temporaire, etc.), et des conditions de travail difficiles: annualisation du temps de travail, salaire au mérite, charge et cadence de travail élevées.

Le travail domestique et l'éducation des enfants restent aujourd'hui largement une affaire de femmes, et constituent un surtravail non payé. Les femmes doivent ainsi faire face à une double journée de travail. Elles sont aussi victimes de nombreuses violences dans la sphère privée et sur leur lieu de travail: mobbing, violence sexuelle et physique, insultes sexistes et lesbophobes etc. Ces inégalités et violences ne sont pas «

naturelles » et inévitables, mais la conséquence d'une société basée sur l'oppression et la domination

Pour le MPS, la participation aux luttes féministes est indispensable: les femmes, qui sont les premières concernées, doivent s'organiser afin de défendre leurs droits. La lutte pour l'égalité passe aussi par la mise en cause de la logique marchande, qui n'accorde des droits (droit de se faire soigner, d'étudier etc.) qu'aux personnes disposant de moyens financiers, et les refuse aux autres. Le mouvement féministe doit lier sa lutte à celle d'autres mouvements sociaux luttant contre l'oppression et l'exploitation du système patriarcal et capitaliste. La lutte pour l'émancipation des femmes est indispensable pour construire un autre monde.

La marchandisation de l'homme et de la planète n'est pas une fatalité. L'histoire du capitalisme a été jalonnée des luttes de femmes et d'hommes qui se sont levés contre l'oppression et l'exploitation. Depuis quelques années, face à la régression sociale entraînée par la mondialisation capitaliste, des milliers de personnes ont commencé à relever la tête. Les milliers de manifestants contre la marchandisation de la planète et ses agents, les organismes internationaux (FMI, Banque mondiale, OMC) ont jeté les bases du mouvement altermondialiste contestant la mondialisation capitaliste et se battant pour une autre mondialisation, basée sur la solidarité et la coopération; des centaines de milliers de jeunes et de salarié-es ont manifesté, organisé des blocages, fait la grève en 2003 pour tenter de bloquer l'agression impérialiste des Etats-Unis et de leurs alliés contre l'Irak; des mouvements toujours plus déterminés de salarié-es et de jeunes remettent en cause la précarisation des conditions de vie et de travail, comme en France où ils

étaient des millions à se battre contre le Contrat Première Embauche (CPE). Avec succès: plus d'un mois de grèves, d'occupations, de blocages et de manifestations de masse ont fait reculer le gouvernement français, montrant que la lutte paie. En Amérique latine, la révolte des peuples dessine les contours d'un possible "Socialisme du XXI ème siècle".

En Suisse aussi des luttes sociales importantes ont éclaté: des grèves ont été menées par les salarié-es d'Orange, de Filtrona, d'Allpack, de La Boillat; les luttes exemplaires de ces salarié-es ont eu pour conséquence de remettre en cause la "paix du travail" - qui immobilise les salarié-es depuis des décennies en Suisse au grand plaisir des patrons; le mouvement des sans-papiers, qui s'est étendu en 2001 à toute la Suisse, s'est dressé contre la forme d'exploitation la plus brutale des salarié-es en Suisse, celle touchant les sans-papiers, privés de tous droits et exploités sans merci; dans de nombreux cantons, les salarié-es du secteur public ont plu-

sieurs fois pris le chemin de la mobilisation et de la grève pour lutter contre le démantèlement des conditions de travail dans la fonction publique et contre la privatisation du secteur public. Ces résistances sont encore trop faibles pour faire reculer l'offensive patronale. Mais elles montrent la voie à suivre pour s'y opposer. C'est de ces luttes et des liens entre elles que pourra venir la réponse des peuples au projet régressif

imposé par le patronat: seule la lutte de la grande majorité des salarié-es contre l'oppression et l'exploitation pourra entraîner la transformation sociale nécessaire. Face à un patronat qui mondialise ses activités, ces luttes devront passer par l'échelle internationale: à leur mise en concurrence à l'échelle internationale par les propriétaires de capitaux, les travailleurs-euses ne peuvent opposer que la solidarité internationale.

Le MPS inscrit son action dans le réveil des luttes sociales, en Suisse et à l'échelle mondiale. C'est de ces luttes que sortiront les forces et les organisations de travailleurs-euses à même de changer la société: c'est seulement des luttes des opprimé-es et des exploité-es eux-mêmes (et pas des "idées géniales" de quelques politiciens) que pourra venir un changement de société. Le MPS soutient toutes les luttes de salarié-es, de jeunes, etc. contre l'oppression capitaliste; il participe aux débats sur les alternatives à opposer à cette oppression.

Les mouvements de salariés-es, de paysans, de sans-papiers, de jeunes, de femmes qui se battent, en Suisse et dans le monde, contre le nouveau désordre capitaliste portent une revendication: pour la majorité des habitant-es de la planète, un autre monde n'est pas seulement possible, mais il est nécessaire.

Pour le MPS, cet autre monde passe par la remise en cause radicale du système socio-économique existant, le capitalisme: c'est dans la logique-même de ce système, basé sur l'exploitation et le profit, que se situent les racines de la barbarie existante. Cet "autre monde", plus nécessaire que jamais, doit avoir pour priorité le bien commun et la réponse aux besoins sociaux des habitant-es de la planète, en lieu et place de garantir les profits d'une minorité de propriétaires de capitaux.

La lutte contre la mondialisation capitaliste est une nécessité. Mais trop souvent dans le passé les luttes pour

l'émancipation de l'homme ont débouché sur de nouveaux systèmes d'oppression.

Il est donc indispensable de relancer le débat sur la nature d'une société post-capitaliste. Pour le MPS, une société ayant pour but la réponse aux besoins sociaux de chacun de ses membres est une société socialiste. Le "socialisme" que nous défendons n'a rien à voir avec le social-libéralisme appliqué aujourd'hui par les notables des partis dits "socialistes" en Europe et en Suisse; il n'a rien à voir non plus avec les dictatures bureaucratiques mises en place en son nom en URSS, dans les pays de l'Est et en Chine, et défendues jusqu'il y a peu par les partis "communistes" de l'Europe entière (qui se taisent aujourd'hui honteusement sur ce soutien passé).

Ce socialisme ne sera pas le fait d'une élite illuminée imposant à la majorité un modèle tout fait de "nouvelle société". Il sera construit par la majorité de la population dans sa lutte pour la défense

de ses intérêts, de ses besoins et de ses aspirations contre une minorité de privilégié-es.

Le MPS inscrit son activité anticapitaliste dans la lutte pour une autre société, socialiste: le socialisme que nous défendons est celui d'une société enfin libérée de l'exploitation et de l'oppression, mettant au centre de son activité la réponse aux besoins de la majorité. Une société dans laquelle les femmes et les hommes pourront enfin décider collectivement et démocratiquement des choix politiques, économiques, et culturels centraux pour leur existence. Il est aujourd'hui nécessaire d'inventer le "Socialisme du XXIème siècle"

Dans la seconde moitié des années 90, l'Europe comptait treize gouvernements sur quinze à participation socialiste, ou dirigés par la social-démocratie.

Jamais la dite "gauche" n'avait été aussi influente. Mais cette "gauche" n'a pas mené une politique en faveur des salarié-es. Au contraire, elle a appliqué directement le programme néolibéral dicté par le patronat: en France, le "socialiste" Lionel Jospin a plus privatisé que les deux gouvernements de droite qui l'avaient précédé; en Allemagne, c'est le gouvernement du social-démocrate Schröder (aujourd'hui recyclé à la direction du géant russe du gaz Gazprom), en coalition avec les Verts, qui a appliqué « l'agenda 2010 », un rouleau-compresseur contre les droits des salarié-es allemands. Dans d'autres pays, cette politique libérale des "socialistes" a été encore plus loin, comme dans l'Angleterre de Tony Blair.

Derrière les grands discours, la social-démocratie euro-

péenne s'est transformée en agent des politiques patronales.

En Suisse, la dite "gauche" va dans la même direction... avec un peu d'avance. Dans les plus grandes villes de Suisse (Berne, Bâle, Zürich, Genève, Lausanne) qu'elle dirige, elle mène une politique antisociale: à Zürich, la Verte Monika Stocker impose le retour au travail forcé en instaurant des jobs à 1000 francs pour les personnes à l'aide sociale; à Genève, la majorité de gauche attaque les plus démunis en supprimant les allocations pour les transports et les vêtements aux plus pauvres du canton; en même temps elle coupe dans le secteur public et s'attaque aux conditions de travail de la fonction publique.

Dans le canton de Neuchâtel, dirigé une majorité "de gauche", le gouvernement diminue drastiquement les aides sociales et les subsides à l'assurance-maladie, coupe les budgets des écoles... On pourrait multiplier les exemples: plutôt que mener

une politique de redistribution des richesses (en se battant contre les privilèges fiscaux dont bénéficient les grosses fortunes, en imposant des protections pour les travailleurs-euses face à leurs patrons), c'est aux salarié-es et aux plus précaires que les représentants de cette "gauche" s'attaquent quand ils sont aux commandes. Cette participation au démantèlement social ne s'arrête pas aux cantons et aux villes: c'est un "socialiste", Ulrich Gygi, qui privatise la Poste; c'est un "socialiste", Benedikt Weibel, qui a guidé la privatisation des CFF. Le tout sous la direction du conseiller fédéral "socialiste" Moritz Leuenberger... Et pendant que sa collègue de parti Micheline Calmy-Rey, très médiatique défenderesse des "droits humains", laisse bienveillamment la CIA faire transiter ses prisonniers par les aéroports suisses pour les amener se faire torturer dans des prisons secrètes...

Plus récemment, c'était toute la "gauche unie" qui défendait, main dans la main avec

la droite et le patronat, l'extension de l'accord dit de "libre-circulation" avec l'Union Européenne, un accord qui est une machine de guerre pour baisser les conditions de travail et de salaire de l'ensemble des salarié-es.

Au lieu de défendre les intérêts des salarié-es, cette "gauche" s'est mise au service des contre-réformes patronales. Le président du PS suisse H-J. Fehr (LT, 22.3.04) expliquait le fond idéologique de cette politique: "La lutte des classes a perdu sa signification au cours des Trente glorieuses, dans les années 50 ou 60 (...) Je ne vois pas d'alternative concrète au capitalisme." De renoncement en renoncement, la dite "gauche" en Suisse se fait l'allié objectif du patronat. En décevant les salarié-es, elle les pousse dans les bras de l'extrême-droite.

Pour le MPS, il est indispensable de construire une nouvelle gauche. Une gauche qui défende réellement les intérêts des salarié-es, en participant à toutes leurs luttes et en refusant de s'enliser dans le "compromis helvétique" et la "paix du travail". Une gauche de la "lutte des classes", qui inscrit sa lutte dans la perspective d'une rupture avec la société capitaliste

**Photos**

Page 1 de couverture - *Noverraz*

Page 2 de couverture - *Verissimo*

Page 3 de couverture - *Giller*

Mouvement pour le socialisme - septembre 2006



mouvement pour le socialisme

Contactez le MPS-Fribourg !

mps-fribourg@labreche.ch ou
MPS-Fribourg, CP 961, 1701 Fribourg

La brèche

La Brèche,
le journal qui va à contre-courant
www.labreche.ch
Pour vous abonner,
contactez le mps-fribourg

**Votez NON à la LEtr
et NON à la LAsi
le 24 septembre**